

Pour nous, notre attitude est claire. Nous sommes restés fidèles aux liens transatlantiques qui nous rattachent à nos mères-patries d'Europe. En effet, cette conception est si intimement associée à notre patrimoine qu'elle n'a jamais dévié et que notre rôle pendant la révolution américaine, comme par la suite au cours des deux guerres mondiales, est toujours resté le même, c'est-à-dire le rôle que nous jouons dans l'évolution du Commonwealth et dans la conception et la mise en œuvre de l'OTAN. Le Gouvernement du Canada souhaite donc qu'il ne se produise aucune fissure au sein de l'Alliance et qu'on endigue le continentalisme européen ou nord-américain, puisque cette conception tendrait à nous isoler et à affaiblir l'influence efficace que le Canada peut exercer sur le plan international. Songeons aussi aux graves conséquences qui pourraient survenir quant à notre défense et à notre prospérité économique et, à longue échéance assurément, à notre autonomie politique.

. . . Le Canada estime que l'OTAN joue un rôle très utile, non seulement en ce qui concerne la défense des États membres, mais pour la paix universelle. L'une des conséquences du prétendu désarroi qui existe à l'heure actuelle est que l'OTAN s'est révélée une alliance de défense efficace pour ses États membres et a grandement contribué à la paix dans le monde.

Les avis varient quant à la nature de l'organisation militaire de l'OTAN; certains pensent que seule une intégration des forces permettra une expansion efficace de l'Organisation; pour d'autres, la force de l'Alliance doit résider dans l'apport que les organismes militaires de chaque pays membre peuvent fournir ensemble à la défense commune. L'OTAN se compose d'États libres, et la dissension est précisément attribuable à la liberté dont ils jouissent. On ne trouve pas pareille dissension dans les organismes dont les membres ne sont pas libres.

Ainsi, nous héritons de certains désavantages qui découlent de ce qui fait la force de la liberté dont jouit chacun des quinze États membres de l'OTAN. Selon moi, il n'y a rien à gagner en ne reconnaissant pas cette divergence d'opinion quant au genre d'organisme militaire que doit constituer l'OTAN proprement dite. La question est débattue publiquement, et on en a discuté dans les réunions ministérielles du Conseil même. Ces pourparlers sondaient la possibilité d'un compromis.

Il serait infiniment regrettable . . . si l'unité ou l'intégrité de l'OTAN devait avoir à souffrir de ces divergences sur les principes de l'Organisation. A mon avis, on peut l'éviter, mais il faut signaler en toute justice que, selon certaines personnes, pour éviter un affrontement grave, nous devrions chercher une sorte de *modus vivendi* acceptable pour les divers États membres. Le nouveau Gouvernement britannique a fait savoir à ses alliés qu'il revise présentement de fond en comble le programme de défense britannique et qu'il examine les projets de force multilatérale. Au fur et à mesure que cette révision se fera, le Gouvernement britannique et ses alliés de l'OTAN en discuteront, j'en suis certain. Quant à nous, nous attendons l'arrivée à Ottawa, le 9 décembre, du premier ministre britannique et de son secrétaire aux Affaires étrangères. Cette visite permettra aux deux membres